

REÇU EN PREFECTURE

le 16/10/2023

Application agréée E-legalite.com



**PRÉFET
DU CALVADOS**

Liberté
Égalité
Fraternité

OUISTREHAM

22_AV-014-2114 04884-20231013-ARR2023_607

13 OCT. 2023

Courrier N°

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DE SECURITE
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **B&B HOTEL OUISTREHAM**
ERP N° E 488 00252 000

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **FIDESIM – M. DIDIER WEBRE – MME FLEURY - DIRECTRICE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **RUE LA HAIE BRETON**

ACTIVITE(S) : **HOTELLERIE / RESTAURATION**

TYPE(S) : **O / N** CATEGORIE : **4^{ème}**

Le 10 octobre 2023, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 19 septembre 2023.

En conclusion,

☒ La commission émet un avis :

COMMISSION DE SECURITE
ARRONDISSEMENT DE CAEN

AVIS FAVORABLE

à la poursuite de l'exploitation

☐ La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :
Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,

Pierre GAVARO

Document annexe comportant...**6**... feuillets et
extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile



PRÉFET
DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REÇU EN PREFECTURE

le 16/10/2023

Application agréée E-legalite.com

22_AU-014-211404884-20231013-ARR2023_607

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu
☐ Constat de Carence
de la commission de sécurité
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **B&B HOTEL OUISTREHAM**
ERP N° E 488 00252 000

OBJET : ***VISITE PERIODIQUE***

EXPLOITANT : **FIDESIM – M. DIDIER WEBRE – MME FLEURY - DIRECTRICE**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **RUE LA HAIE BRETON**

ACTIVITE(S) : **HOTELLERIE / RESTAURATION**

TYPE(S) : *O/N* CATEGORIE : 4^{ème}

Le 10 octobre 2023, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 19 septembre 2023.

RESUME DE LA REUNION :



**PREFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

N/Réf. : WBr/PB/2023 – VP190923 – B&B Hôtel Ouistreham - Ouistreham
Affaire suivie par : Adjudant Chef Wilfrid BRINDJONC
Tél prévention : 02.31.43.40.80

DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
B&B Hôtel Ouistreham – Rue la Haie Breton à Ouistreham – ERP N° E 488 00252 000

Réf. : Visite périodique conformément à l'article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation.
PV de visite de la commission en date du 13/10/2020.

Le 19 septembre 2023, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

Etaient présents :

M. MAUGER :	Conseiller Municipal de la ville de Ouistreham.
ADC BRINDJONC :	Préventionniste au S.D.I.S.
M. PASQUET :	Gendarmerie.
Mme FLEURY :	Directrice.

Entendu, le chef d'établissement – contributeur descriptif et l'effectif suivant :

DESCRIPTION

Après travaux, la distribution intérieure traditionnelle établie dans un bâtiment R + 2 en forme de L, permet d'obtenir :

Rez-de-chaussée

- Une entrée avec sas.
- Un hall / accueil.
- Une salle des petits déjeuners avec self.
- Un espace bar.
- 10 chambres dont une PMR/EAS l'ensemble totalisant 23 couchages.
- Un local plonge.
- Un local réserve.
- Un bureau.
- Un local TGBT.
- Une cuisine (P < 20 kW).
- Les locaux du personnel comprenant 1 appartement de 57 m² et un studio de 17 m².
- Une bagagerie.
- Une lingerie.
- Un local technique avec ballons d'eau chaude énergie gaz de puissance totale de 60.4 kW

Ce niveau est évacuable au moyen de 2 dégagements totalisant 3 UP.

En extérieur, un local poubelle (isolé) attenant à l'office.

1^{er} étage

- 28 chambres dont un PMR / EAS, l'ensemble totalisant 61 couchages.
- Une lingerie.

2^{ème} étage

- 28 chambres dont un PMR / EAS, l'ensemble totalisant 61 couchages.
- Une lingerie.

Sur le site en extérieur

- Un parking de 66 places.
- Deux abris cycles (environ 35 places chacun) et un garage pour le gardien.

Les deux étages sont évacuables au moyen d'un escalier central totalisant 2 UP et deux escaliers à l'air libre situés à chaque extrémité d'une UP chacun.

Un ascenseur « 830 KGS » (8 personnes) dessert l'ensemble des niveaux.

L'établissement implanté en zone urbaine, est accessible par la rue de la Haie Breton sur deux façades. Il est équipé d'un Système de Sécurité Incendie de catégorie A et d'un système d'alarme de type 1.

La mise en sécurité du bâtiment est réalisée sur une zone d'alarme, une zone de compartimentage et plusieurs zones de désenfumage naturel.

- Alarme générale + déverrouillage des Issues de Secours.
- Fermeture des portes maintenues ouvertes sur ventouses.
- Désenfumage des circulations.
- La DI des chambres et locaux à risques met en œuvre l'alarme générale.

La Défense extérieure Contre l'Incendie est précisée dans la notice de sécurité par la présence d'un poteau incendie situé à l'entrée du camping des pommiers.

PARTICULARITES

Les abris vélos et le garage ne surplombent pas les locaux, un escalier à l'air libre surplombe la toiture. Ces locaux sont toutefois détectés et l'exploitante a confirmé qu'il ne sera pas réalisé de stockage.

Les façades accessibles sont équipées de baies ouvrables de l'intérieur en battant, un dispositif de déverrouillage en ouverture à la française par clés est prévu. L'exploitant a prévu un trousseau pour les équipes intervenantes (clés portail, clés pour les baies, dispositif de déverrouillage des portes de chambres, clés des portes des escaliers à l'air libre).

Compte tenu de la facilité de pénétration dans le bâtiment par les escaliers à l'air libre, le groupe de visite accepte en l'état ce fonctionnement.

Deux logements sont aménagés pour le personnel de veille ainsi qu'une chambre au rez-de-chaussée avec chacun un tableau de report.

EFFECTIF

Selon la déclaration du maître d'ouvrage et conformément à l'article O2 de l'arrêté du 25 octobre 2011, l'effectif maximal est de :

- Rez-de-chaussée = 23 personnes
- 1^{er} étage = 61 personnes
- 2^{ème} étage = 61 personnes
- Personnel = 8 personnes

Effectif total = 153 personnes

CLASSEMENT

L'établissement, du 1^{er} groupe et de types O / N est à classer en 4^{ème} catégorié.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.
- 3°) Arrêtés des 25 octobre 2011 et 21 juin 1982 modifiés, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de types O et N.
- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.
- 5) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

REÇU EN PREFECTURE

le 16/10/2023

Application agréée E-legalite.com

I) EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS

- ✓ Vu le registre de sécurité, et les rapports de vérification et, portant mention des contrôles techniques suivants :

Vérifications	Date	Organisme
CHAUFFAGE – GAZ Entretien	19/01/2023	QUALICONSLT CELFY
ELECTRIQUES ECLAIRAGE DE SECURITE	19/01/2023	QUALICONSLT (1 Obs levée par DESAUTEL le 18/09/2023)
SSI – ALARME	06/03/2023	QUALICONSLT (4 obs levées par CEMIS+DEF le 17/08/2023)
DESENFUMAGE (circulation) (escalier)	06/03/2023 16/12/2022	QUALICONSLT (1 Obs levée par CEMIS+DEF le 17/08/2023) DESAUTEL
EXTINCTEURS	14/09/2023	DESAUTEL
EXERCICE D'EVACUATION		
INSTRUCTION DU PERSONNEL	15/12/2022	DESAUTEL (5 PERSONNES)
DAE	01/2021	SCHILLER
DECI	05/07/2021	Contrôle technique

Essai :

- Sortie de secours par sondage : satisfaisant
- Fermeture des portes de compartimentage : satisfaisant
- Porte de chambres et locaux à risques par sondage : satisfaisant
- Signalisation du SSI : satisfaisant
- Téléphone mis à disposition dans le hall : satisfaisant

II) PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les prescriptions anciennes sont levées ou reprises dans le présent rapport.

- 1°) Modifier le faux plafond au droit des extractions d'air ou apporter la preuve de l'efficacité du désenfumage (**ancienne prescription**) (art. R 143- 41).
- 2°) Faire procéder au réglage des ferme-portes et des sélecteurs de fermeture équipant les blocs-portes résistant au feu (art. CO 44 § 4).
- 3°) Interdire tout stockage dans le local chaufferie (art. R 143-41).
- 4°) Interdire tout stockage dans les locaux « abris vélo » ou isoler ces locaux comme des locaux à risque (art. CO 28).
- 5°) Faire contrôler par un technicien compétent les joints d'étanchéité des portes coupe-feu des circulations du 1^{er} et 2^{ème} étage afin qu'il puisse garantir de leurs efficacités (art. CO 28)

Le groupe de visite propose un avis favorable à la poursuite de l'exploitation.

Prescriptions permanentes

- a°) Assurer à l'ensemble des personnels de chaque entité, une formation ou des actions de formation leur permettant de connaître
 - la conduite à tenir en cas d'incendie
 - la manipulation des moyens de secours,
 - le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
 - le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments
 - l'accueil des engins de secours
 - le positionnement des points de rassemblement sur le site.

Cette mesure doit être impérativement notifiée au registre de sécurité.

PC

le 16/10/2023

- b°) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux exigences de réaction au feu demandées par les dispositions de l'article PE 13 et articles AM du 25 juin 1980.
Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.
- c°) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d°) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).
- e°) Assurer une vacuité permanente des dégagements et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35-CO 37 et CO 38 de l'arrêté du 25 juin 1980).
- f°) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).
- g°) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).

III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m³**, utilisable en 2 heures (60 m³/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m³/h).

Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller.

Courriel : deci@sdis14.fr

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados
Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - 14000 CAEN.

IV) **RAPPEL REGLEMENTAIRE**

Un plan schématique, sous [23-9V-014-2114-04884-20231113-ARR2023-597] doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. MS 47 ou PE 27) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH - articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.
